

CSE DES 18 ET 19 MARS 2026

Compte rendu de vos élus



Une réunion de CSE pas si ordinaire que prévue car en plus de l'ordre du jour, tous les élus se sont rendus dans les locaux d'Ile-de-France où les personnels sont en grève depuis trois semaines. Un soutien primordial pour nos collègues : [voir ici notre "en direct du CSE"](#).

Au menu de cette plénière donc : la situation à France 3 Paris IDF, l'avenir des matinales filmées, bilan et suite du dispositif Municipales 2026, le plan de formation 2026 et les technologies à venir.



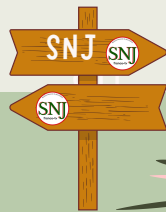
Cliquez pour lire notre déclaration lors de l'ouverture du CSE

Au sommaire :

- [Grève à Paris IDF : les élus suspendent le CSE et se rendent sur place](#)
- [Matinales : une télé sans les images](#)
- [COSMA 2027 : nouvelles régies en vue](#)
- [Municipales 2026](#)
- [Formation et développement des compétences, à quel prix ?](#)



WOT.



Grève à Paris IDF : les élus suspendent le CSE et se rendent sur place 1/2



Un collectif maltraité, une antenne effacée, une grève ignorée...

Alors que les salariés de France 3 PIDF sont engagés dans un mouvement social depuis trois semaines, la direction n'avait même pas prévu d'en parler au CSE !!!

Pourtant, nous considérons que la situation est grave. Années après années, les salariés de cette antenne ont subi crises sur crises. Lors du déménagement forcé de cette antenne, il y a 7 ans, Delphine Ernotte avait promis « qu'ils n'y perdraient pas ». **Depuis, ils ont perdu leurs techniciens, leur indépendance technique, leurs bureaux fixes, et désormais... Leur plateau de présentation du JT !!!**

Le temps de plusieurs mois de travaux pour offrir un nouveau plateau à France Info, IDF se retrouve en effet reléguée sans ménagement dans le plateau du CDE (Centre de Diffusion et d'Echanges). Ce plateau, prévu en cas d'ultime secours pour diffuser en mode "dégradé", est surtout "dégradant" ! Eloigné de la rédaction d'IDF, il mesure moins de 12 m² et n'est doté que de caméras fixes.

Les élus suspendent et demandent "un transport" sur place !

Face à cette configuration aberrante et à l'absence de dialogue entre les salariés concernés et la direction, nous décidons d'une réponse à la mesure de la maltraitance infligée aux salariés de cette antenne : sur proposition du SNJ, à l'unanimité des élus, nous suspendons la séance pour nous rendre dans les locaux de France 3 PIDF, avec le directeur de la Prévention des risques Rafaële Bourcier.

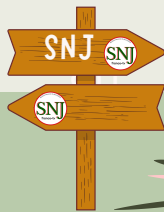
Sur place, nous constatons que ce plateau ne peut pas être une solution, même transitoire, et que l'accumulation de décisions brutales impacte gravement les salariés.



Impossible d'être filmé debout !

Dans cet espace réduit, impossible pour le présentateur d'être filmé debout ! Et si la rédaction à l'audace de recevoir 2 invités, ils devront être littéralement collés l'un à l'autre pour ne pas être coupés dans le cadre !

CSE DE MARS 2026





WOT:

Grève à Paris IDF : les élus suspendent le CSE et se rendent sur place 2/2

À la reprise du CSE, les élus ont pu entendre la direction de la Fabrique ainsi que la DRH du réseau sur ce sujet.

Cyril Vigouroux, Directeur adjoint de la Fabrique Nord-Est, affirme avoir *« cherché des solutions. On a installé le Hub, des micros supplémentaires, l'écran tactile (...) On a entendu des difficultés pour la réalisation des DEP, pour lesquels on a pu proposer un autre plateau... Mais pour le plateau (d'IDF), si on avait des solutions, on les mettrait en œuvre »*, conclut-il.

“Je vous présente mes excuses”

Vanessa Fixot aux élus du CSE

Lorsque nous demandons à la Direction des RH si elle a identifié des signes de souffrances des salariés, celle-ci apporte enfin un regard sur l'humain : *« je pense qu'il aurait en effet été préférable d'informer les salariés longtemps à l'avance pour qu'un accompagnement puisse avoir lieu »*, regrette Vanessa Fixot. *« On aurait pu mieux faire, et donc, je vous présente mes excuses. »* Un premier pas vers une démarche plus respectueuse envers les salariés.

La direction porte en effet une responsabilité majeure dans les souffrances d'un collectif de travail trop longtemps maltraité. Les élus du CSE suivront attentivement les conséquences de cette situation et continueront à défendre une antenne dont le traitement est tout simplement indigne.

CSE DE MARS 2026



Matinales : une télé sans les images



On connaissait le "produire plus" (d'antenne) avec moins (d'argent). Il faut ajouter désormais... **Sans les images** ! Depuis 3 semaines, dans certaines antennes du réseau au petit matin, on peut voir en guise d'image des matinales de la radio publique un panneau quelque peu intrigant : "**Ici Radio Digital**" !

Explication : vos animateurs habituels des locales de France Bleu refusent de paraître sur France 3 en solidarité avec leurs collègues éditeurs visuels. Ce sont ces derniers qui alimentent en images les matinales radio sur l'antenne de France 3. Mais la réduction drastique du budget a poussé la direction de FTV à demander des économies à Radio France. France Télévisions souhaite réduire la facture annuelle de 2 millions d'euros sur les 8 payés à la radio publique pour cette diffusion.

Mais ce « *n'est pas du tout la fin des matinales filmées* », nous assure Xavier Riboulet, responsable du rapprochement ICI, la main sur son carnet France 3 ! Trois autres seront déployées d'ici à fin juin : Metz, Nîmes et Clermont-Ferrand. Et France Télévisions a demandé à son homologue pour la rentrée de passer de 2H30 à 3H00 de diffusion chaque matin et pendant les petites vacances.

Au-delà, ceux qui croyaient le rapprochement France 3 / France Bleu moribond seront bien déçus.

Le rapprochement continue, avec l'immobilier et bientôt la migration sur l'application ICI qui laisse couvrir un accident industriel.

Comme l'explique le directeur du réseau : « *on est dans le cadre de ce que les présidentes de chaînes ont décidé. On n'est pas dans le projet politique.* » Fermez le ban !



CSE DE MARS 2026



• COSMA 2027 : Nouvelles régies en vue



L'avant-projet COSMA (Coordination, Optimisation, Sécurisation, Modernisation des Antennes régionales) succède au projet MOSAR, déjà déployé dans 11 régions. Comme pour MOSAR, COSMA a pour objectif d'harmoniser les méthodes et les postes de travail des régies en régions et vise à les moderniser grâce à la nouvelle technologie ST 2110 (transport audio-vidéo non compressé sur IP).

Un projet qui enterre définitivement les serveurs actuels. Objectif recherché : faciliter l'hébergement dans deux Data Center situés en région parisienne, ce qui est loin d'être vertueux en terme environnemental mais « plus fluide et transverse », selon la direction.

Un site expérimental

Marseille devient le site de qualification (SQM) retenu pour accueillir la plateforme COSMA et y mener qualifications techniques, tests et formations tout au long de cette année avant de rentrer de plein pied dans la phase projet. Premier déploiement de cette "régie du futur" attendu fin 2027 au rythme de 3 régies par an jusqu'en 2031.

Si vous avez des remarques ou des questions, n'hésitez pas à les faire remonter à vos élus qui seront attentifs à cette évolution en commission nouvelles technologies du CSE.



WOT.





Du virtuel et du visuel !

L'apport en studios virtuels, fonds verts et décors augmentés (5 seulement en 3D dans tout le réseau) reste inégal car distribué au gré des demandes éditoriales des antennes.

Le directeur des moyens techniques promet néanmoins une meilleure répartition de ces outils permettant une nouvelle écriture éditoriale.

Initié en 2024, le plan drones est un succès avec un déploiement réseau qui a atteint son apogée, l'an passé, avec 40 télépilotes et 35 drones en activité.

La nouvelle législation a imposé à tous les pilotes du réseau de se mettre en conformité en repassant leur licence.

En 2025, 2086 missions ont été réalisées majoritairement pour l'actualité, puis pour les mags et les directs.

L'archivage des images tournées par les pilotes dronistes devrait s'améliorer avec une mise à niveau du système d'ingestion pour les documentalistes.

Objectif ? Conserver et disposer de l'ensemble des rushes aériens qui correspondaient à 1 254 heures de vol l'année dernière.



Municipales 2026



3



La présentation du dispositif sur les élections municipales a été faite aux élus du CSE entre les deux tours. C'est pour le moins, **un peu tardif...**

À défaut de dispositif, une partie du bilan depuis janvier a été présentée : reportages, débats, soirées électorales, sur le numérique comme sur le linéaire. Les élections municipales, on le sait, c'est **notre** moment.

Près de 3 millions de téléspectateurs, 15,3 % de PdA

Christophe Poullain et Michel Dumoret, le directeur de l'info régionale ont félicité à tour de rôle les équipes pour la qualité de la couverture. Sans entrer dans le détail, la première tranche a été la plus regardée et les quarts d'heures régionaux ont été plus regardés que les quarts d'heures nationaux.

« Le service public a été au rendez-vous et s'il y a un enseignement à tirer, c'est que nous avons eu beaucoup de difficultés à faire venir les politiques. C'est très important de pouvoir continuer. À débattre. », commente Michel Dumoret.



Sur le numérique, Delphine Vialanet salue les excellents résultats : 7,7 millions de pages vues sur une seule soirée avec un pic à 21h30.

Un service public exemplaire.

Interrogés sur le respect de l'équité, Michel Dumoret et Stéphanie Lafuente parlent d'une « task force » pour faire redescendre les informations et les temps de parole. Environ 10 déclarations par jour ont été enregistrées, ainsi qu'un référent à Marseille, qui a été gagné par France Télévisions. Le service public peut se targuer d'avoir été exemplaire.

Sauf pour PIDF en grève qui, la mort dans l'âme, n'a pas pu couvrir ces élections. (voir chapitre à ce sujet).



CSE DE MARS 2026

Formation et développement des compétences, à quel prix ?



C'est un peu le principe du verre à moitié vide ou à moitié plein, **quand les élus déplorent une baisse de 7 % du budget par rapport à l'an dernier** – avec en résultat moins 28 % d'actions de formation, la direction répond que la somme restante est encore "très conséquente" mais pas... sans conséquence.



Les élus s'interrogent : qui en fera les frais dans une entreprise en pleine transformation ? Les techniciens des régies avec la mise en place d'Overdrive ? Les journalistes avec des formations minimales pour s'adapter aux nouvelles pratiques ? D'ores et déjà, des choix sont faits : alors qu'une trentaine de "risques graves" (sic !) font l'objet d'enquête dans le Réseau et la Fabrique, la thématique "santé et prévention" est moins importante que la "gestion d'entreprise" et "outils technologiques".

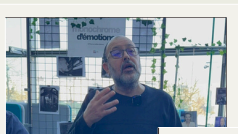


D'ailleurs, quelles formations et quelles conséquences avec l'arrivée de l'IA sur les métiers et le développement des compétences ? La Direction, le verre toujours à moitié plein, annonce qu'avec la signature de l'accord de méthode, il y en aura d'autres, "plus cadrées et utiles". Malgré les suggestions des élus pour décentraliser certaines formations en région et faire des économies en argent et... **en empreinte carbone, surtout pour les formations d'une journée, la direction répond "organisation compliquée", mais possibilité de proposer une solution pour un BRI qui aurait identifié un besoin collectif urgent.**

Enfin, petit rappel utile, le plan de développement des compétences et donc des besoins en formation se fait avec les demandes évoquées en entretien annuel. Rare critère pour éviter l'iniquité, priorité pour ceux qui n'ont pas eu de formation depuis 3 ans, au-delà de 6 ans c'est illégal.

« *Personne ne doit être sur le bord du chemin* », nous dit-on, il paraît que les RH en région peuvent même alerter lorsque c'est le cas. Le verre à moitié plein, on vous dit.





Les élus du CSE assistent à l'AG de la rédaction de France 3 Paris Ile-de-France.



Vos élus ne sont rien sans le travail collectif fourni par les RP, les DS, les membres du Conseil Syndical. On compte sur vous pour faire remonter les informations.

SAVE THE DATE

Prochain CSE : 21-22-23 avril

Vos élus, votre représentant syndical au CSE et membre SNJ de la CSSCT :

Coralie Becq (Antibes), Mathieu Boudet (Lyon), Myriam Figureau (Lyon), Benoit Roux (Toulouse), Jean-Manuel Bertrand (Marseille) et Magali Roubaud (Antibes).



Cliquez pour lire notre déclaration lors de l'ouverture du CSE

Suivez nous sur les réseaux sociaux, notamment Instagram.

